



La démocratie génocidaire

Par [Bruno Guigue](#)

Mondialisation.ca, 02 juin 2019

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Crimes contre l'humanité](#),
[Désinformation médiatique](#), [Guerre USA](#)
[OTAN](#), [Histoire et Géopolitique](#)

S'exprimant devant les diplômés de l'académie militaire de West Point, le vice-président américain Mike Pence vient de leur annoncer qu'ils iraient bientôt se battre « contre les terroristes en Afghanistan et en Irak », bien sûr, mais aussi « contre la Corée du Nord qui continue de menacer la paix », « contre la Chine qui défie notre présence dans la région » et « contre la Russie agressive qui cherche à redéfinir les frontières par la force ». Autrement dit, M. Pence parle comme si les Etats souverains cités dans son propos avaient quelque chose de commun avec les organisations criminelles que Washington affirme combattre sans répit depuis les attentats du 11 septembre 2001. Amalgame stupéfiant, menace militaire à peine voilée, arrogance d'un Etat qui se croit dépositaire à vie d'un *imperium* planétaire, cette déclaration cumule les travers symboliques de l'idéologie *yankee* appliquée au reste du monde.

Mais puisque la « nation exceptionnelle » veut en découdre avec tous ceux qui lui déplaisent, il serait beaucoup plus simple qu'elle indique contre qui elle n'envisage aucune action militaire, on gagnerait du temps. Le monde n'est-il pas à sa disposition, objet passif de ses initiatives salvatrices et de ses élans purificateurs ? Dispensatrice d'une justice immanente taillée à sa mesure, la nation au « destin manifeste » ne fixe aucune limite physique à son aura bienfaisante. L'extraterritorialité est sa seconde nature. Et pour atteindre ses objectifs, elle pratique sans vergogne une rhétorique de l'inversion accusatoire qui atteint aujourd'hui, contre l'Iran, des sommets inégalés. Etranglé par un embargo auquel Washington veut convertir la terre entière, cerné par une trentaine de bases militaires américaines, menacé par le déploiement d'une armada aéronavale à proximité de ses côtes, ce pays qui n'a jamais envahi ses voisins est accusé de « s'approcher dangereusement » des forces de l'Oncle Sam. On croit rêver.

Cette propagande surréaliste faisant partie du *soft power* de l'empire, il n'est pas étonnant qu'elle soit relayée par les médias dominants. Dans un autre registre, la presse occidentale multiplie les condamnations indignées et les mises en garde comminatoires envers la Chine à l'occasion du trentième anniversaire du drame de Tiananmen (1989). Pour le quotidien *Le Monde*, ce déchaînement de « violence inouïe » a révélé le visage totalitaire du régime post-maoïste. Mais cette presse férue des droits de l'homme devrait compléter le tableau pour édifier ses lecteurs. Les millions de victimes des guerres occidentales, en effet, ont démontré la supériorité morale de la démocratie et attesté l'universalité de son message salvateur. Enfin débarrassé de son rival soviétique, l'Occident triomphant s'en est donné à cœur joie. Il a multiplié les frappes chirurgicales à fins humanitaires, les « changements de régime » pour le triomphe du Bien, les embargos sur les médicaments pour former la jeunesse et les « plans d'ajustement structurel » destinés à mettre au travail les fainéants

des contrées tropicales.

Le triomphe planétaire de la démocratie libérale, combien de morts au juste ? Quelques millions, mais c'est sans importance : la lutte contre le totalitarisme était à ce prix. Pour Madeleine Albright, icône des droits de l'homme et secrétaire d'État de l'administration Clinton, les 500 000 enfants irakiens tués à petit feu par l'embargo ne comptent pas : « le prix à payer en valait la peine » (« *the price worth it* »). Victimes insignifiantes, passées par pertes et profits, de mesure nulle devant l'immensité des bienfaits prodigués par la démocratie d'importation. En 2019, elle a publié un livre dans lequel elle dénonce le « fascisme » qui menace l'Europe et les Etats-Unis. Mais qu'on ne compte pas sur cette belle âme pour s'émouvoir des conséquences de la politique américaine. L'économiste Jeffrey Sachs a récemment révélé les résultats d'une étude consacrée aux effets de l'embargo américain contre le Venezuela. 40 000 morts depuis 2017, tel est le bilan. Pour la plupart, des enfants privés de traitements trop coûteux ou de médicaments désormais inaccessibles. Mais ce n'est pas du « fascisme », bien sûr. C'est le châtement mérité des ignominies commises par les chavistes, coupables d'avoir nationalisé le pétrole et endigué la pauvreté. C'est le « prix à payer » pour restaurer les « droits de l'homme » dans un pays où le parti au pouvoir, pourtant victorieux aux élections, est accusé d'installer une affreuse dictature.

La coïncidence est frappante entre la promotion de la démocratie occidentale et le massacre de masse qui en est l'application pratique. Le scénario est toujours le même : on commence avec la déclaration des droits de l'homme et on finit avec les B 52. Or ce tropisme de la politique étrangère des Etats-Unis - et de leurs alliés - est une conséquence directe de leur libéralisme. Cet aspect de l'histoire des idées est peu connu, mais la doctrine libérale a parfaitement assimilé l'idée que pour garantir la liberté des uns, il fallait s'assurer de la soumission des autres. Père fondateur des Etats-Unis, un libéral comme Benjamin Franklin, par exemple, était opposé à l'installation de réseaux d'assainissement dans les quartiers pauvres, car elle risquait, en améliorant leurs conditions de vie, de rendre les ouvriers moins coopératifs. En somme, il faut bien affamer les pauvres si l'on veut les soumettre, et il faut bien les soumettre si l'on veut les faire travailler pour les riches. A l'échelle internationale, la puissance économique dominante applique exactement la même politique : l'embargo qui élimine les faibles contraindra les survivants, d'une manière ou d'une autre, à servir leurs nouveaux maîtres. Sinon, il reste encore les B 52 et les missiles de croisière.

Ce n'est pas un hasard si la démocratie américaine, ce modèle diffusé dans tous les foyers du village planétaire par Coca-cola, a été fondée par des planteurs esclavagistes et génocidaires. Il y avait 9 millions d'Amérindiens en aux États-Unis en 1800. Un siècle plus tard, ils étaient 300 000. Comme dirait Alexis de Tocqueville, « La démocratie en Amérique » est passée par là, avec ses couvertures empoisonnées et ses mitrailleuses *Gatling*. Les sauvages emplumés du nouveau Monde préfiguraient les enfants irakiens dans le rôle de cette humanité surnuméraire dont on se déleste, sans remords, si les circonstances l'exigent. D'un siècle à l'autre, les Américains ont donc transposé à l'échelle du monde leur modèle endogène. En 1946, le théoricien de la guerre froide et apôtre du *containment* anticommuniste George Kennan écrivait aux dirigeants de son pays que leur tâche séculaire serait de perpétuer l'énorme privilège octroyé par les hasards de l'histoire aux Etats-Unis d'Amérique : posséder 50 % de la richesse pour 6 % à peine de la population mondiale. Les autres nations seront jalouses, elles voudront une plus grosse part du gâteau, et il faudra les en empêcher. Bref, la « nation exceptionnelle » n'a pas l'intention de partager les bénéfices.

Une caractéristique majeure de l'esprit américain a favorisé cette transposition de la « démocratie américaine » à l'échelle du monde. C'est la conviction de l'élection divine, l'identification au Nouvel Israël, bref le mythe de la « destinée manifeste ». Tout ce qui vient de la nation élue de Dieu appartient derechef au camp du Bien, y compris les bombes incendiaires. Cette mythologie est le puissant ressort de la bonne conscience *yankee*, celle qui fait vitrifier des populations entières sans le moindre état d'âme, comme le général Curtis Le May, chef de l'aviation américaine, se vantant d'avoir grillé au napalm 20 % de la population nord-coréenne. Les USA ont réalisé une conjonction inédite entre une puissance matérielle sans précédent et une religion ethnique inspirée de l'Ancien Testament. Mais cette puissance a été surclassée en 2014 lorsque le PIB chinois, en parité de pouvoir d'achat, a dépassé celui des Etats-Unis. Et il n'est pas sûr que l'Ancien Testament suffise à perpétuer une domination qui s'effrite inexorablement.

Bruno Guigue

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Bruno Guigue](https://www.mondialisation.ca/), Mondialisation.ca, 2019

Articles Par : [Bruno Guigue](https://www.mondialisation.ca/)

A propos :

Ancien élève de l'Ecole normale supérieure et de l'Ecole nationale d'administration, Bruno Guigue est un ex-haut fonctionnaire français. Chercheur en philosophie politique et analyste politique, il est l'auteur de plusieurs ouvrages, dont « Aux origines du conflit israélo-arabe, L'invisible remords de l'Occident », « Faut-il brûler Lénine ? » et « Les Raisons de l'esclavage », publiés chez L'Harmattan. Chroniqueur de politique internationale, il a publié des centaines d'articles diffusés en huit langues par plusieurs dizaines de sites d'information indépendants.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](https://www.mondialisation.ca/) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](https://www.mondialisation.ca/) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](https://www.mondialisation.ca/) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca